ASSEMBLÉE NATIONALE

11 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-1110

présenté par

Mme Robert-Dehault, M. Allisio, M. Cabrolier, M. Dessigny, M. Frappé, Mme Grangier,
Mme Loir, M. Lottiaux, Mme Mathilde Paris, M. Sabatou, M. Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

À la seconde phrase du 2 de l'article 80 duodecimes du code général des impôts, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « deux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans un contexte de crise économique et social aggravée par une inflation persistante, les rémunérations conséquentes des PDG de grandes entreprises sont de moins en moins acceptées socialement.

La différence de salaire entre les PDG des grands groupes et les salariés des entreprises continue de se creuser. Alors qu'en 2011 le salaire des PDG des 100 plus grands groupes français était 64 fois plus élevé que le salaire moyen de leurs salariés, il est aujourd'hui 97 fois plus élevé, selon l'ONG Oxfam.

Le sentiment d'injustice, face à ces rémunérations folles, est aggravé par les indemnités de départ que perçoivent ces dirigeants à leur sortie d'entreprise. Ces parachutes dorés atteignent parfois un montant qu'un salarié ne gagnera jamais en toute une vie de travail.

Ces parachutes dorés continuent de bénéficier d'une exonération partielle d'impôt sur le revenu lorsque le départ du dirigeant est forcé. C'est autant de manque à gagner pour l'État pour assurer son rôle de redistribution des richesses.

Cet amendement de repli vise donc à abaisser le plafond à partir duquel les parachutes dorés sont imposables à deux fois le plafond fixé par l'article L. 241-3 du code de sécurité social.